



## COMMUNE DE CHÂTEL-SUR-MONTSALVENS

### Règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires scolaires

L'assemblée communale de Châtel-sur-Montsalvens

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCO; RSF140.11);

Vu la loi du 19 décembre 2014 sur la médecine dentaire scolaire (LMDS; RSF 413.5.1) et son règlement d'exécution du 21 juin 2016 (RMDS; RSF 413.5.11);

Vu l'ordonnance fixant la valeur du point du tarif des prestations du Service dentaire scolaire (RSF 413.5.17),

Vu la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1) ;

Vu l'ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins (OFS; RSF 821.0.12);

*édicte :*

#### Article premier - But et champ d'application

<sup>1</sup> Le présent règlement a pour but de déterminer l'étendue de la participation communale aux coûts des contrôles et des soins dentaires scolaires des enfants et des jeunes, dont les parents sont domiciliés sur le territoire communal.

<sup>2</sup> Sont subventionnés les contrôles et les soins dentaires des enfants et des jeunes en âge de scolarité obligatoire ou qui fréquentent les établissements de la scolarité obligatoire, après déduction des prestations allouées par des tiers, assurances notamment.

#### Article 2 - Aide financière de la commune

<sup>1</sup> L'aide financière de la commune est accordée pour les prestations fournies par le Service dentaire scolaire (ci-après : le Service) ou par un ou une médecin dentiste privé/e autorisé/e à pratiquer à titre indépendant dans le canton de Fribourg ou dans un autre canton confédéré.

<sup>2</sup> La valeur du point retenue pour le calcul de l'aide financière est au maximum celle appliquée par le Service.

<sup>3</sup> Ces prestations comprennent :

- a) les contrôles dentaires scolaires;
- b) les soins dentaires scolaires.

### Article 3 - Contrôles et soins dentaires

Les coûts des contrôles et des soins dentaires font l'objet d'une aide financière, conformément à l' « Annexe au règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires scolaires – Barème de réduction ». Cette annexe fait partie intégrante du présent règlement.

### Article 4 - Voies de droit

<sup>1</sup> Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du code de procédure et de juridiction administrative : CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

<sup>2</sup> Les décisions sur réclamation du conseil communal sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

### Article 5 - Abrogation des dispositions antérieures

Le règlement du 3 juin 1997 relatif à la participation communale aux frais de traitements dentaires scolaires sont abrogés.

### Article 6 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

### Annexe au règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires - Barème de réduction

Revenu total du ménage*		% de subvention pour les frais de contrôles et de soins dentaires
Jusqu'à	52'000	90 %
Jusqu'à	56'000	80 %
Jusqu'à	60'000	70 %
Jusqu'à	64'000	60 %
Jusqu'à	68'000	50 %
Jusqu'à	72'000	40 %
Jusqu'à	76'000	30 %
Jusqu'à	80'000	20 %
Au-delà de	80'000	0 %

\*Sont pris en compte tous les revenus du ménage, à savoir :

- revenus de l'activité lucrative dépendante ou indépendante, déduction faite des cotisations sociales,
- allocations familiales,
- pensions alimentaires,
- rentes,
- tout autre revenu (locatif, fortune, patrimoine, etc).

Exception :

N'ont pas droit à l'aide financière, les personnes faisant l'objet d'une taxation fiscale d'office.

Adopté par l'assemblée communale du 4 décembre 2019

  
La Secrétaire :  
Marlène Rime-Jordan



Le Syndic  
Eric Barras

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le 31 mars 2020

  
Anne-Claude Demierre  
Conseillère d'Etat, Directrice